

## ÉDITORIAL SERGE QUOIDBACH

**Bienvenue dans l'arène politique**

# L'Avenir est au confus

**L'**image ne manque pas de piquant: l'avenir d'un média, discuté (disputé) entre parlementaires. Le politique s'écharpant au chevet du quatrième pouvoir, comme des héritiers devant le testament d'un malade. Avec cette épitaphe en devenir: celui de la liberté de la presse.

On comprend l'intérêt des politiques. L'Avenir a une solide assise régionale, voire locale. De là à flairer, dans les débats parlementaires, une volonté de tirer la couverture à soi, il n'y qu'un pas. Comment voir autrement l'intervention du ministre MR de l'Economie? Pierre-Yves Jeholet pousse L'Avenir dans les bras d'IPM, l'éditeur de La Libre et de la Dernière Heure, dont l'administrateur délégué,

François le Hodey, s'est dit prêt à accueillir le patient, quel que soit son état, donc sans garantie de survie. Un patient qui, sinon, aurait devant lui une équipe médicale emmenée par un certain Stéphane Moreau. Comment voir autrement cette hypocrisie: voici des parlementaires poussant des cris d'orfraie,

**Au centre, il reste le malade: le quotidien lui-même. Plaçons-le en chambre stérile.**

brandissant la liberté de la presse, dénonçant une restructuration brutale alors que l'ombre de Publi-fin et de ses travers continue de hanter la vie politique et, partant, le journal lui-même, sans que l'abcès n'ait réellement été percé.

Dans ce contexte, on comprend aussi l'intérêt des journalistes, qui veulent sortir de cette pétaudière partisane par tous les moyens disponibles. En demandant un portage auprès... des instances publiques. Ou cette Association des journalistes professionnels (représentée par un journaliste de... L'Avenir) qui lance l'idée d'une coopérative aux mains des salariés et des lecteurs. Vision candide d'un autre temps.

Car au centre, il reste le quotidien lui-même, outil indispensable dans le paysage médiatique belge. Un quotidien qui va mal. Audience en perte de vitesse, résultats dans le rouge, actionnariat encombrant, ce sont tous ces problèmes qui faut régler. Plaçons le patient en chambre stérile. Certainement pas dans une arène parlementaire.